

Ouverture de la journée du 22 mars (1968) 2018

Nous sommes donc le 22 mars 2018.

50 ans exactement après cette fameuse journée du 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre, dont Robert Merle fit, à travers diverses voix et divers points de vue, le sujet de son roman *Derrière la vitre*, cette journée considérée comme le moment séminal du mouvement de mai 68.

Ce fut une journée qui commença de façon ordinaire à vrai dire, d'un ordinaire qui voyait se côtoyer les ouvriers du chantier des bâtiments en construction, les enseignants, l'administration, les étudiants dans leurs divers lieux, amphithéâtres, salles de cours, bureaux, couloirs, restaurant et résidence universitaires, espaces extérieurs. Mais un ordinaire agité aussi, agité des relations difficiles entre les assistants et les professeurs, des relations complexes entre les étudiants et les professeurs, admirés et contestés tout à la fois, des relations explosives et passionnées entre les étudiants, au gré des positionnements politiques en particulier.

Une journée ordinairement agitée pourrait-on dire, jusqu'à ce « coup » opéré par 142 étudiants, qui les amène à occuper la salle du Conseil, une partie de la soirée et de la nuit. Après cela, le mouvement du 22 mars était né, l'agitation n'allait cesser de s'amplifier au sein du campus, jusqu'à la décision de fermeture de la faculté le 3 mai, l'irruption des étudiants de Nanterre à la Sorbonne, et la suite que l'on connaît, énorme, imprévisible, historique.

C'est en un sens un vrai paradoxe que la fac de Nanterre se soit trouvée dans cette position de foyer contestataire, car elle s'est voulue un lieu expérimental, elle s'est conçue et vécue au départ comme une alternative exaltante à la vieille Sorbonne, bondée et compassée. Des universitaires de renom s'engagent volontairement, et avec conviction, dans l'aventure. C'est le cas de Pierre Grappin, présent dès 1964, de Paul Ricoeur qui arrive dès l'année suivante, d'Henri Lefebvre et de nombreux autres. Ce sont de jeunes assistants qui font là leurs premières armes, et dont la liste est rétrospectivement impressionnante : Jean Baudrillard, Jean-François Lyotard, Alain Touraine, Louis Marin...

Dans les pages autobiographiques qu'ils ont consacrées aux premières années de Nanterre, Grappin et Ricoeur disent leur enthousiasme et leur plaisir...

Puis les choses évoluent, une politisation croissante, un durcissement des positions au tournant des années 66-67.

Nous étions de fait dans un contexte de mobilisation politique forte une vingtaine d'années après la fin du second conflit mondial, l'affrontement des blocs et des idéologies afférentes, les tensions extrêmes liées à la décolonisation, à la guerre du Vietnam très activement contestée tout au long de l'année précédente. A quoi s'ajoutaient une pratique rigide du pouvoir et des rapports sociaux, hiérarchiques, clivés, des aspirations de la jeunesse qui s'exprimaient et peinaient à se faire entendre, avec des symptômes à Nanterre précisément : l'affaire de la résidence universitaire (mars 67), de l'inauguration de la piscine (janvier 68)...

Et le tout sur fond de contexte social marqué d'inégalités criantes, que la situation du campus fait sauter à la figure des étudiants pour beaucoup d'origine bourgeoise, issus des beaux quartiers de l'ouest de Paris : situé dans une banlieue ouvrière déshéritée, entourée de bidonvilles. Un choc, nécessairement.

Et, en contrepartie, un effet de confinement, en particulier pour les étudiants résidant à la cité universitaire, d'origine plus modeste pour leur part.

Vu ainsi, le paradoxe de la mobilisation à Nanterre le devient beaucoup moins.

A quoi s'ajoutent une série d'autres facteurs. Des rigidités structurelles, morales, des habitus universitaires profondément ancrés, qui séparent des « ordres » : les professeurs, les assistants, les étudiants, et qui accroissent les tensions.

L'université accueille les étudiants mais ne leur donne pas de place dans la gestion de l'université : une grève, du 21 au 25 novembre 67, porte là-dessus, et les revendications réformistes ne sont pas

entendues, en tout cas elles ne se traduisent pas en actes.

Les revendications d'émancipation des étudiants ne sont pas entendues : l'occupation de la partie filles de la cité universitaire est réglée par l'intervention de la police. A divers moments et à diverses reprises, le doyen fait intervenir la police. Des maladresses, la conviction qu'il convient de maintenir l'ordre, fût-ce par la force, un dialogue manifestement difficile, toute une série de réactions décalées, vécues comme des provocations, sans qu'elles aient eu cette intention, durcissent les rapports étudiants- administration, et renforcent les incompréhensions.

De plus en plus, la tour administrative apparaît comme le symbole du pouvoir, la cristallisation de ce que l'on conteste.

L'incompréhension du doyen est complète. Ses déclarations sur le moment, ce qu'il écrit plus tard dans ses *Mémoires* en témoigne. D'autres qui, comme Paul Ricoeur, considèrent avec intérêt et bienveillance ce qui se passe, déchanteront ensuite. Décalage de style, de mœurs. L'insolence et la bêtise s'en mêlent : Grappin sera traité de nazi, Ricoeur de clown triste. Ce ne sont pas là les slogans les plus glorieux ni les plus inspirés de mai 68, mais ils témoignent du décalage devenu irréductibles entre les générations, à ce moment-là.

50 ans plus tard, nous sommes dans une configuration bien différente. Disant cela, je ne cherche pas à lisser les aspérités des relations au sein de l'université, ni les différences de positionnement politique qui peuvent s'y exprimer. J'essaie plutôt de mesurer ce qui nous sépare ce de contexte (en termes de relations administration-prof-étudiants), mais aussi ce qui nous intéresse dans ce qui était débattu et au travail.

à partir de la loi Faure, un certain nombre des revendications ont été entendues, confirmées par les évolutions législatives suivantes...

autonomie, représentation et participation des étudiants, décloisonnement disciplinaire (des facultés aux universités).

Je ne vais pas parcourir les cinq décennies écoulées, je vous rassure, car je voudrais avant tout, pour terminer, vous parler de l'université Paris Nanterre aujourd'hui.

L'on me demande beaucoup ces jours-ci ce qu'il reste de l'héritage de 68 à Nanterre, s'il en reste quelque chose. Un écrivain, étudiant à Nanterre en 1968, Christophe Bailly, écrit dans un récit récemment paru, *Un arbre en mai* :

Avons-nous gommé ces traces de 68 ? Sommes-nous ce matin en train de lancer une célébration polie du 22 mars et de la suite ?

Jouons le paradoxe jusqu'au bout, et disons que c'est tout l'inverse.

Ce n'est pas que Nanterre soit aujourd'hui un lieu de mobilisation aussi intense et radical qu'il le fut alors, tel qu'il l'a été très vivement tout au long des années 70, et sensiblement encore durant quelques décennies. Non, de fait, aujourd'hui les groupuscules existent à peine, et l'on est très loin de l'état d'esprit contestataire d'alors.

Mais comment l'esprit de 68 devait-il se perpétuer, s'il devait le faire ? Pour moi, ce sont des revendications et une conscience aiguë qu'exprimait ce qui a pris forme le 22 mars et qui a essaimé : pour le dire positivement, une soif de liberté et d'affirmation de soi de la jeunesse, une aspiration à la créativité s'affranchissant des cadres convenus, une révolte contre les injustices et les inégalités, contre les autorités et les hiérarchies arbitraires.

Et tout cela, comment ne pas en partager le programme, comment ne pas en faire les éléments d'une politique à notre échelle ?

Car c'est bien cela qui est dans l'esprit de Nanterre, et que j'ai souhaité nous donner comme horizon de notre action institutionnelle, en assignant à l'université une mission de responsabilité sociale et sociétale de l'université, située aux côtés de nos missions de formation et de recherche.

Nombre de nos enseignants, à travers leurs enseignements et leurs recherches, nombre d'étudiants, à travers les cours qu'ils suivent, les expériences de form'action, de recherche-action qu'il leur est

donné de connaître, à travers l'engagement associatif, sont toujours mus par ces préoccupations de justice et d'actions solidaires.

En tant qu'université engagée dans des démarches qui sont moins de contestation que de réalisation et d'actions concrètes, contre les discriminations, les comportements sexistes, intolérants, en faveur de démarches inclusives, d'actions de remédiation sociale, de développement de réseaux associatifs dans le territoire, nous faisons vivre 68, autrement, de façon apaisée, mais de façon constructive.

C'est pourquoi nous nous attachons à dessiner les contours de l'actions de l'université Paris Nanterre en maintenant le lien décomplexé et serein à 68. Et les rappels à 68 seront bien présents sur les panneaux et supports qui s'installent sur le campus, pour répondre à la surprise de C. Bailly

C'est pourquoi enfin le slogan que nous avons forgé pour cette année s'est voulu comme un clin d'oeil à 68, un peu « à la manière de ». Mais en brandissant ce Prop'osons ! coupé en deux, nous avons voulu aussi nous exhorter et nous inviter à nous montrer inventifs et audacieux, toujours.